

Faut-il un ou plusieurs indicateurs d'exclusion sociale?

B. Biatour*, M. Lefèbvre**, S. Perelman** et P. Pestieau**

Résumé

Nous disposons aujourd'hui d'une batterie d'indicateurs d'exclusion sociale pour les pays membres de l'Union Européenne. Cette batterie a été développée pour amener les différents pays membres à tenter d'atteindre les meilleurs scores. C'est ce qu'on appelle la MOC. Elle permet aussi de classer les pays selon l'efficacité de leur politiques sociales. C'est ce que nous faisons dans cet article.

Abstract

There now exists a whole range of indicators of social exclusion for the member countries of the EU. This set of indicators has been collected to induce all member countries to get as close as possible to the so-called best practice frontier. They also allow to obtain a ranking of countries according to the performance of their social policy at fighting exclusion. In this paper, we provide such a ranking under alternative assumptions.

* Bureau Fédéral du Plan

** CREPP, Université de Liège

1. Introduction

Le décor est celui d'un café de commerce sur la Grand Place de Bruxelles. Trois économistes sont attablés et discutent de l'exclusion sociale. Ils viennent de trois pays venant d'adhérer à l'Union Européenne: la Bordurie, la Palombie et la Syldavie. Le Bordurien prétend que l'exclusion est sans doute plus basse dans son pays que dans les deux autres puisque le taux de pauvreté y est le plus faible. A cela le Palombien rétorque que dans son pays le taux de chômage, et particulièrement le chômage de longue durée, est plus bas que dans les deux autres pays et selon lui, c'est bien plus important qu'un taux de pauvreté au calcul toujours incertain. Intervient alors le Syldave, resté jusqu'alors ironiquement silencieux et d'une voix supérieure, il leur assène: "Pauvreté, chômage, c'est bien triste, mais pas autant que l'ignorance et l'inculture. Or c'est dans mon pays que les indicateurs de PISA sont le plus élevés."

Cette conversation imaginaire résume les problèmes que posent la mesure et la comparaison de l'exclusion. Notre point de vue est que dans cette discussion l'indice de Pisa n'est pas pertinent. La réussite scolaire est importante, certes, mais elle ne concerne pas directement la problématique de l'inclusion ou de l'exclusion sociale. De plus, elle est partiellement dépendante de l'emploi et des ressources financières. Ceci pour dire que pour évaluer le taux d'exclusion dans ces trois pays, le chômage de longue durée et la pauvreté devraient suffire. Notons que l'indicateur de PISA et le taux de pauvreté (calculé par exemple à partir d'un seuil correspondant à la moitié du revenu médian) sont beaucoup plus controversés que le taux de chômage.

Supposons que les valeurs de ces deux indicateurs pour nos trois pays puissent être représentées sur la Figure 1.

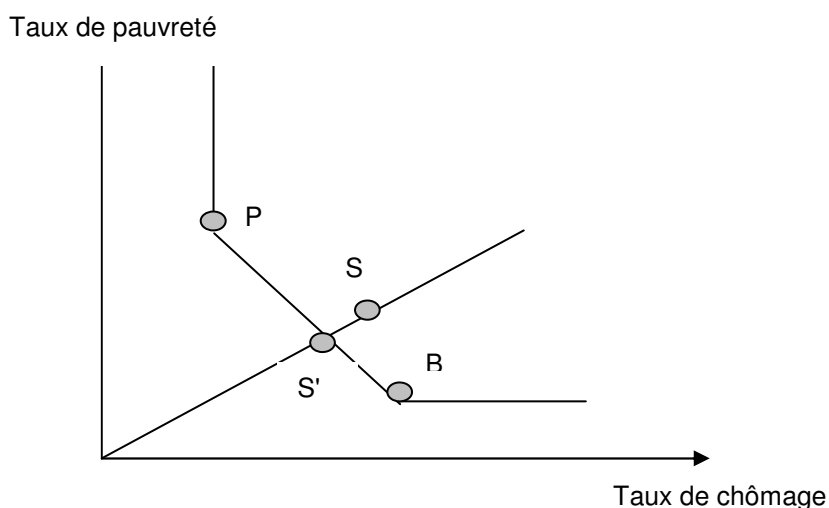


Figure 1

On observe que P et B ne peuvent pas être comparés alors que S peut l'être ou non selon les critères choisis. Selon le critère Parétien, S ayant moins de pauvreté que P et moins de chômage que B ne peut pas non plus leur être comparé. En revanche, si l'on prend l'enveloppe convexe passant par P et B, on voit que S est dominé par S' situé sur la combinaison linéaire entre B et P. Cette enveloppe est parfois qualifiée de lieu des "meilleures pratiques".

Nous n'avons pas encore expliqué d'où venaient ces trois indicateurs: chômage, pauvreté, insuffisance scolaire. Supposons que les 28 pays de l'Union Européenne (25 + B, P et S) aient chacun choisi l'un des trois indicateurs comme mesurant l'exclusion et qu'en conséquence la pauvreté soit retenue par 4 d'entre eux, le chômage par 4 pays aussi et l'insuffisance scolaire par les 20 autres pays. Si tel était le cas, il serait difficile de mettre à l'écart l'indicateur de PISA. On assisterait ici à une opposition entre le point de vue normatif d'un intellectuel de l'équité et le point de vue positif de la politique européenne.

Toute tentative de dégager un indicateur synthétique d'exclusion ne pourrait ne pas tenir compte de ce qu'un indicateur est soutenu par la grande majorité des pays européens. Une frontière des "meilleures pratiques" qui ignorerait cet indicateur aurait peu de soutien politique. Surtout si l'exercice a pour but d'inciter les différents pays membres de se rapprocher de cette frontière, ce qui est l'objet de ce qu'on appelle la méthode de coordination ouverte (MOC). La MOC, appliquée au problème de l'exclusion, est en effet une méthodologie souple qui repose sur l'acceptation concertée d'indicateurs, sur leur publication périodique et sur l'espoir que, par comparaison et par émulation, chaque pays se rapproche des meilleures pratiques.

Le développement de la MOC a permis de rassembler une batterie unique d'indicateurs d'exclusion. Dans cet article, nous utiliserons un sous-ensemble de ces indicateurs, ceux qui sont qualifiés de primaires. Nous essaierons de voir ce qu'ils nous apprennent sur l'exclusion et s'ils permettent de comparer les pays européens quant à leurs politiques vis-à-vis de l'exclusion. Nous commençons par traiter des pays de l'Europe des 15 et puis nous verrons en quoi l'introduction des 10 nouveaux membres modifie le tableau. Notre démarche reflètera une tension entre deux points de vue. Le premier est que la mesure de l'exclusion peut se baser sur quelques indicateurs et que vouloir les multiplier est une façon de noyer le poisson dans l'eau. Le second point de vue est que, quelles que soient les conceptions éthiques que l'on peut avoir, seule compte la volonté des pays concernés.

Après une présentation sommaire des indicateurs que nous utilisons, nous tâchons d'éliminer certaines mesures redondantes sur base des corrélations.

Pour classer les pays selon le degré d'exclusion, nous employons deux méthodes: une méthode d'agrégation simple dans laquelle chaque indicateur a le même poids et une méthode basée sur la distance par rapport à la frontière des meilleures pratiques.

Implicitement, ces mesures supposent que tous les pays sont capables d'atteindre la meilleure pratique et que s'ils ne le font pas, c'est par choix. Or on sait que les pays de l'UE ne consacrent pas les mêmes ressources à la lutte contre l'exclusion sociale. C'est pourquoi nous recalculons nos différents indices en tenant compte de l'effort financier de chaque pays. Nous pouvons alors parler d'efficacité à lutter contre l'exclusion sociale.

Dans une dernière section, nous introduirons les nouveaux membres de l'UE pour lesquels nous disposons de données adéquates afin de voir si cela modifie nos mesures et nos classements.

2. Mesure basée sur l'ensemble des indicateurs

Nous avons retenu 8 indicateurs d'exclusion et 13 pays sur les 15 de l'Union Européenne en 2001 (manquent le Luxembourg et la Suède). Ce sont les indicateurs primaires pour lesquels il existait des données pour les 13 pays. Les indicateurs sont présentés au Tableau 1 dans

leur forme originelle. Ils sont définis à la fin du tableau 2, dans lequel ils sont normalisés de façon à ce que l'indicateur d'intégration maximale et minimale soit respectivement 1 et 0.

Tableau 1 – Indicateurs primaires de cohésion sociale - 2001

Pays	Ineg	Pauv	Pers	Ecart	Edu	Chom	Esp	Santé
Belgique	4,0	13	7	15	13,6	3,2	78,1	3,00
Danemark	3,0	10	6	13	8,8	0,8	77,0	12,00
Allemagne	3,6	11	6	19	12,5	3,8	78,5	1,69
Grèce	5,7	20	14	28	16,5	5,4	78,1	6,50
Espagne	5,5	19	10	24	28,6	3,9	79,3	5,00
France	4,0	15	9	19	13,5	3,0	79,3	2,60
Irlande	4,5	21	13	24	14,7	1,2	77,2	7,00
Italie	4,8	19	13	28	26,4	5,8	79,8	1,75
Pays-Bas	3,8	11	5	20	15,3	0,7	78,3	2,33
Autriche	3,5	12	7	19	10,2	0,9	78,6	4,33
Portugal	6,5	20	15	22	44,3	1,5	77,0	3,88
Finlande	3,5	11	6	17	10,3	2,5	78,1	4,33
Royaume-Uni	4,9	17	10	23	17,6	1,3	79,4	3,20

Source : Site Eurostat www.eurostat.com et annexe statistique du Draft Joint inclusion Report de la Commission européenne.

Tableau 2 – Indicateurs primaires normalisés - 2001

Pays	Ineg	Pauv	Pers	Ecart	Edu	Chom	Esp	Santé
Belgique	0,714	0,727	0,800	0,867	0,865	0,510	0,393	0,873
Danemark	1,000	1,000	0,900	1,000	1,000	0,980	0,000	0,000
Allemagne	0,829	0,909	0,900	0,600	0,896	0,392	0,536	1,000
Grèce	0,229	0,091	0,100	0,000	0,783	0,078	0,393	0,533
Espagne	0,286	0,182	0,500	0,267	0,442	0,373	0,821	0,679
France	0,714	0,545	0,600	0,600	0,868	0,549	0,821	0,912
Irlande	0,571	0,000	0,200	0,267	0,834	0,902	0,071	0,485
Italie	0,486	0,182	0,200	0,000	0,504	0,000	1,000	0,994
Pays-Bas	0,771	0,909	1,000	0,533	0,817	1,000	0,464	0,937
Autriche	0,857	0,818	0,800	0,600	0,961	0,961	0,571	0,743
Portugal	0,000	0,091	0,000	0,400	0,000	0,843	0,000	0,788
Finlande	0,857	0,909	0,900	0,733	0,958	0,647	0,393	0,743
Royaume-Uni	0,457	0,364	0,500	0,333	0,752	0,882	0,857	0,853

Définition des indicateurs d'exclusion

Ineg: Inégalité de répartition des revenus (rapport interquintile de revenu - Rapport entre la part du revenu total perçu par les 20% de la population ayant le revenu le plus élevé (quintile supérieur) et entre la part du revenu total perçu par les 20% de la population ayant le revenu le plus bas (quintile inférieur).

Pauv Taux de risque de pauvreté après transferts sociaux - Proportion de personnes dont le revenu disponible équivalent après transferts sociaux se situe en-dessous du seuil de risque de pauvreté fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national (après transferts sociaux). Les pensions de vieillesse et de survie sont incluses dans le revenu avant transferts et non dans les transferts sociaux.

- Pers:** Taux de risque de persistance de la pauvreté - Proportion de personnes dont le revenu disponible équivalent se situe en dessous du seuil de pauvreté durant l'année en cours et au moins deux des trois années précédentes. Le seuil est fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national.
- Ecart:** Ecart de bas revenu médian relatif - Différence entre le revenu médian des personnes se situant en dessous du seuil de bas revenu exprimé en % du seuil de bas revenu.
- Edu:** Jeunes ayant quitté prématurément l'école - Pourcentage de la population âgée de 18-24 ans ne suivant ni études, ni formation et dont le niveau d'études ne dépasse pas l'enseignement secondaire inférieur.
- Chom:** Taux de chômage de longue durée - Chômeurs de longue durée (12 mois et plus) en pourcentage de la population active totale.
- Esp:** Espérance de vie à la naissance – Nombre d'année qu'une personne peut espérer vivre. En commençant à l'âge 0.
- Santé:** Auto-évaluation de l'état de santé par niveau de revenu - Ratio des proportions des groupes de quintile inférieurs et supérieurs (par revenu équivalent) de la population âgée de 16 ans et +.

On peut penser que ces indicateurs sont là parce que les pays membres les ont jugés pertinents. Si certains sont redondants, c'est parce que les pays ont estimé que ce qu'ils mesuraient était à ce point important. Dans cette logique, que peut-on faire?

D'abord, on peut se demander s'il n'y a pas de comparaison parétienne possible. En d'autres termes, un pays en dominerait un autre si tous ses indicateurs d'intégration sont égaux ou supérieurs et si l'un d'entre eux est en tout cas supérieur. Selon ce critère parétien, on a quelques relations de domination, reprises dans le Tableau 3. Elles sont naturellement peu nombreuses. Le critère parétien ne conduit jamais qu'à des ordres partiels. Il demeure que là où il y a domination, on peut dire qu'elle est assez indiscutable. Le fait que la Grèce soit ainsi dominée par 6 pays est assez révélateur. Notons que tous les pays qui dominent la Grèce ne peuvent être comparés entre eux selon le critère parétien.

Tableau 3 - Domination parétienne

Pays	Dominé par :
Grèce	Belgique, Allemagne, France, Pays-Bas, Autriche, Finlande
Espagne	France, Royaume-Uni
Irlande	Autriche

L'approche basée sur la frontière de meilleures pratiques permet de réduire partiellement cette indétermination. En construisant grâce à la méthode DEA (*Data Envelopment Analysis*) une frontière pour l'ensemble des indicateurs et des pays, on peut calculer la distance existant entre la performance de chaque pays et cette frontière. Si le pays se trouve sur la frontière, il ne peut rien lui être reproché. Dans le Tableau 4, colonne 1, on trouve les indices d'efficacité fondés sur la méthode DEA. Seules l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la Grèce ne se situent pas sur la frontière d'efficacité. La Grèce a le score le plus bas.

Tableau 4 – Efficacité selon la méthode DEA et la moyenne non pondérée

Pays	DEA	Moyenne non pondérée
Belgique	1,000	0,719
Danemark	1,000	0,735
Allemagne	1,000	0,758
Grèce	0,811	0,276
Espagne	0,959	0,444
France	1,000	0,701
Irlande	0,915	0,416
Italie	1,000	0,421
Pays-Bas	1,000	0,804
Autriche	1,000	0,789
Portugal	0,843	0,265
Finlande	1,000	0,768
Royaume-Uni	1,000	0,625

Enfin, nous proposons une troisième façon de comparer nos 13 pays européens tout en tenant compte de tous les indicateurs. Il s'agit de faire la moyenne (non pondérée) des 8 indicateurs retenus. Cela nous donne un classement plus précis avec les Pays-Bas ayant le score le plus élevé et le Portugal et la Grèce les scores les plus bas. Ces scores de performance sont présentés dans le Tableau 4, colonne 2. On notera une certaine concordance entre ces différentes approches: critère parétien, méthode DEA et somme non pondérée d'indicateurs normalisés.

3. Sélection des indicateurs

Dans la section précédente nous avons voulu baser nos comparaisons et nos mesures d'exclusion sur l'ensemble des indicateurs. Nous gardions ainsi un point de vue positif. D'un point de vue normatif, il paraît utile de ne pas garder des indicateurs qui sont trop étroitement corrélés avec d'autres. En outre, on peut penser que certains indicateurs sont plus significatifs que d'autres pour mesurer le degré de cohésion sociale.

En conséquence, nous ne retenons que 5 indicateurs. Les indicateurs *Ineq*, *Pers*, *Ecart* étant étroitement corrélés avec l'indicateur *Pauv*, ils sont écartés (voir annexe 1). En outre, nous considérons que la pauvreté et le chômage sont les indicateurs d'exclusion les plus significatifs, suivis de *Esp*, *Edu*, *Santé* dans l'ordre décroissant. *Santé* et *Esp* sont aussi étroitement corrélés.

Sur le Tableau 5, nous présentons les scores d'efficacité pour ces différentes combinaisons d'indicateurs. Naturellement, plus le nombre d'indicateurs est faible, moins il y aura de pays situés sur les frontières de meilleure pratique. Lorsque deux indicateurs sont retenus, seuls le Danemark et les Pays-Bas sont pleinement efficaces. L'Italie qui, avec 3 indicateurs était efficace, voit son score s'écrouler dès que l'indicateur *Esp* est enlevé. La raison est simple: l'Italie était n° 1 pour la longévité et l'une des dernières pour les indicateurs de chômage et de pauvreté. Cette chute vertigineuse est une des caractéristiques de la méthode DEA.

Quand on recourt à la moyenne non pondérée, la chute est moins brutale, mais néanmoins réelle. Comme on le voit sur le Tableau 6, l'Italie passe de 0.394 à 0,091 lorsque l'on réduit le nombre d'indicateurs de 3 à 2. Avec la moyenne pondérée, les deux leaders sont les mêmes qu'avec le DEA: les Pays-Bas et le Danemark. Les derniers, la Grèce et l'Italie sont aussi les mêmes.

Tableau 5 – Efficacité avec réduction du nombre d'indicateurs

Pays	Efficacité selon la méthode DEA			
	5 ind.*	4 ind.**	3 ind.***	2 ind.****
Belgique	0,945	0,892	0,797	0,727
Danemark	1,000	1,000	1,000	1,000
Allemagne	1,000	1,000	1,000	0,909
Grèce	0,811	0,810	0,406	0,091
Espagne	0,881	0,881	0,881	0,373
France	1,000	1,000	1,000	0,557
Irlande	0,915	0,912	0,902	0,902
Italie	1,000	1,000	1,000	0,182
Pays-Bas	1,000	1,000	1,000	1,000
Autriche	1,000	1,000	1,000	0,961
Portugal	0,843	0,843	0,843	0,843
Finlande	1,000	1,000	0,978	0,909
Royaume-Uni	1,000	1,000	1,000	0,882

Pays	Moyenne non pondérée des indicateurs			
	5 ind.*	4 ind.**	3 ind.***	2 ind.****
Belgique	0,673	0,624	0,543	0,619
Danemark	0,596	0,745	0,660	0,990
Allemagne	0,747	0,683	0,612	0,651
Grèce	0,376	0,336	0,187	0,085
Espagne	0,499	0,455	0,459	0,277
France	0,739	0,696	0,639	0,547
Irlande	0,458	0,452	0,324	0,451
Italie	0,536	0,422	0,394	0,091
Pays-Bas	0,826	0,798	0,791	0,955
Autriche	0,811	0,828	0,783	0,889
Portugal	0,344	0,234	0,311	0,467
Finlande	0,730	0,727	0,650	0,778
Royaume-Uni	0,742	0,714	0,701	0,623

* 5 indicateurs: (Pauv, Edu, Chom; Esp et Santé)

** 4 indicateurs: (Pauv, Edu, Chom et Esp)

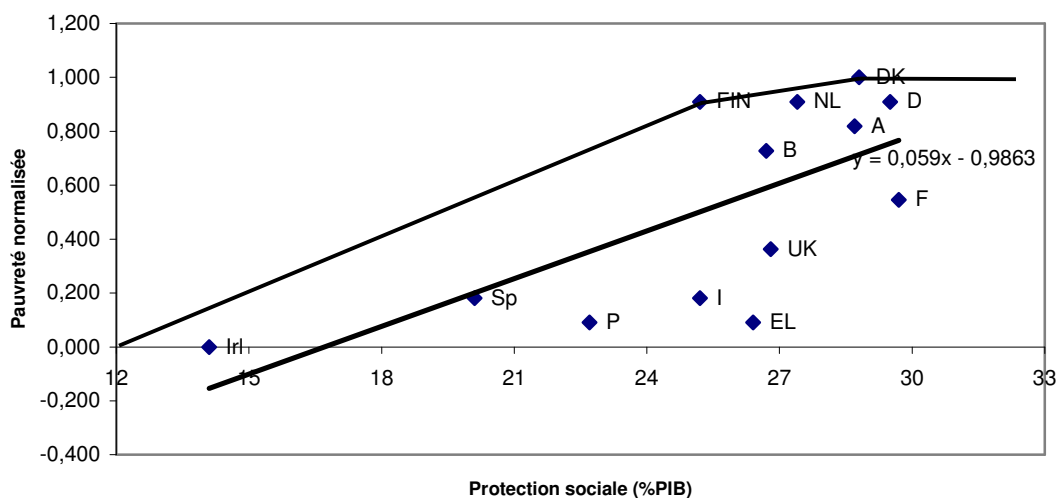
*** 3 indicateurs: (Pauv, Chom et Esp)

**** 2 indicateurs: (Pauv et Chom)

4. L'efficacité des politiques sociales

Jusqu'à présent nous avons raisonné comme si tous les pays faisaient le même effort pour lutter contre l'exclusion sociale. C'est un peu comme si l'on mesurait la performance des chemins de fer européens sans tenir compte du fait que certains pays investissent davantage que d'autres dans ce mode de transport. Si l'on tient compte des différences dans l'effort budgétaire de chacun, on peut alors vraiment parler d'efficacité. Pour illustrer cette idée, on prendra le cas extrême où l'on ne retient qu'un seul indicateur. Sur la Figure 1, on représente les taux de non-pauvreté dûment normalisés et la part des dépenses sociales dans le PIB des 13 pays considérés. Aux deux extrêmes, on trouve l'Irlande et le Danemark, mais peut-on comparer ces deux pays quand on sait que le premier consacre moins de 15% de son PIB à la protection sociale alors que le second y consacre près de 30%. L'Italie et la Finlande consacrent la même fraction de leur PIB à la protection sociale, mais ont des scores très différents. Dans ce cas, on peut dire sans hésitation que la Finlande est plus efficace que l'Italie.

Figure 1 - Pauvreté normalisée et dépenses de protection sociale EU-15



Sur ce graphique, nous avons tracé la droite de régression; il existe en effet une relation entre dépenses sociales et pauvreté. Nous avons aussi une enveloppe faite de trois segments de droite, qui enveloppe les données et représente la ligne des meilleures pratiques. Selon cette enveloppe, seules la Finlande et le Danemark sont efficaces.

On objectera que toutes les dépenses sociales ne sont pas consacrées à la lutte contre la pauvreté et qu'il faudrait les désagréger selon leurs objectifs. On objectera aussi que le taux de pauvreté observé ne dépend pas uniquement de la politique sociale, mais aussi de la pauvreté que l'on observerait en l'absence de politique sociale. Ces objections sont incontestablement valides, mais ne seront pas traitées dans cet article.¹

Si l'on pense à plus d'un indicateur, l'approche linéaire que nous venons d'utiliser ne s'applique plus. On recourt alors à la technologie du DEA. Le Tableau 6 présente les scores d'efficacité obtenus pour différentes combinaisons d'indicateurs. On remarquera que les classements changent. Certains pays dépensant peu remontent et d'autres dépensant beaucoup, mais inefficacement, descendent dans le classement. Dans le cas de 8 indicateurs, l'Espagne devient efficace et le pays le moins bien classé, la Grèce, voit son score baisser de 0,811 à 0,703. Dans le cas de deux indicateurs, la Finlande et l'Irlande prennent la première place aux côtés des Pays-Bas et du Danemark.

¹ Voir sur ce point Gouyette et Pestieau (1999).

Tableau 6 – Efficacité selon la méthode DEA en tenant compte des différences de dépenses sociales – EU 15

Pays	8 indicateurs		4 indicateurs		2 indicateurs	
	Avec dépenses	Sans dépenses	Avec dépenses	Sans dépenses	Avec dépenses	Sans dépenses
Belgique	1,000	1,000	0,857	0,892	0,755	0,727
Danemark	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Allemagne	1,000	1,000	0,953	1,000	0,854	0,909
Grèce	0,703	0,811	0,703	0,810	0,098	0,091
Espagne	1,000	0,959	1,000	0,881	0,407	0,373
France	0,984	1,000	0,959	1,000	0,534	0,557
Irlande	1,000	0,915	1,000	0,912	1,000	0,902
Italie	1,000	1,000	0,972	1,000	0,200	0,182
Pays-Bas	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Autriche	1,000	1,000	1,000	1,000	0,892	0,961
Portugal	0,987	0,843	0,632	0,843	0,632	0,843
Finlande	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	0,909
Royaume-Uni	1,000	1,000	1,000	1,000	0,690	0,882
# de pays efficaces	10	9	7	8	4	2

5. L'Europe des 25

On a beaucoup discuté au moment de l'élargissement en mai 2004 de l'incidence qu'il aurait sur le niveau de vie des Européens. L'idée la plus répandue était celle d'un appauvrissement général. Nous disposons de données pour 5 nouveaux pays (République tchèque, Estonie, Lituanie, Hongrie, Pologne) et 5 indicateurs qui sont repris, sous leur forme normalisée, dans le Tableau 7 (pour leur forme originelle, voir annexe 2). Le Tableau 8 donne les moyennes pondérées pour différents ensembles d'indicateurs.

Tableau 7 – Indicateurs primaires normalisés – EU 25

Pays	Ineg	Pauv	Edu	Chom	Esp
Belgique	0,714	0,615	0,791	0,709	0,814
Danemark	1,000	0,846	0,915	0,988	0,694
Allemagne	0,829	0,769	0,820	0,640	0,858
Grèce	0,229	0,077	0,716	0,453	0,814
Espagne	0,286	0,154	0,405	0,628	0,945
France	0,714	0,462	0,794	0,733	0,945
Irlande	0,571	0,000	0,763	0,942	0,716
Italie	0,486	0,154	0,461	0,407	1,000
Pays-Bas	0,771	0,769	0,747	1,000	0,836
Autriche	0,857	0,692	0,879	0,977	0,869
Portugal	0,000	0,077	0,000	0,907	0,694
Finlande	0,857	0,769	0,876	0,791	0,814
Royaume-Uni	0,457	0,308	0,688	0,930	0,956
Rép. Tchèque	0,886	1,000	1,000	0,605	0,508
Estonie	0,114	0,231	0,778	0,419	0,000
Lituanie	0,457	0,308	0,789	0,023	0,115
Hongrie	0,886	0,846	0,809	0,791	0,169
Pologne	0,571	0,462	0,938	0,000	0,388

Tableau 8 – Moyenne non pondérée des indicateurs primaires – EU 25

Pays	5 ind.*	4 ind.**	3 ind.***	2 ind.****
Belgique	0,729	0,733	0,713	0,662
Danemark	0,889	0,861	0,843	0,917
Allemagne	0,783	0,772	0,756	0,704
Grèce	0,458	0,515	0,448	0,265
Espagne	0,483	0,533	0,576	0,391
France	0,730	0,733	0,713	0,597
Irlande	0,598	0,605	0,553	0,471
Italie	0,502	0,506	0,520	0,280
Pays-Bas	0,825	0,838	0,868	0,885
Autriche	0,855	0,854	0,846	0,835
Portugal	0,336	0,419	0,559	0,492
Finlande	0,822	0,813	0,791	0,780
Royaume-Uni	0,668	0,721	0,731	0,619
Rép. Tchèque	0,800	0,778	0,704	0,802
Estonie	0,308	0,357	0,216	0,325
Lituanie	0,338	0,309	0,149	0,165
Hongrie	0,700	0,654	0,602	0,818
Pologne	0,472	0,447	0,283	0,231

* 5 indicateurs: (Ineg, Pauv, Edu, Chom et Esp)

** 4 indicateurs: (Pauv, Edu, Chom et Esp)

*** 3 indicateurs: (Pauv, Chom et Esp)

**** 2 indicateurs: (Pauv et Chom)

Il apparaît de suite que ces pays ne se singularisent pas. Avec deux indicateurs, la Lettonie a la performance la plus basse. La Pologne est à la hauteur de l'Italie devant la Grèce. La République tchèque et la Hongrie occupent le peloton de tête. Ce profil se retrouve lorsque l'on augmente le nombre d'indicateurs. Avec 5 indicateurs, les deux Etats baltes se retrouvent avec le Portugal au fond du classement.

Avec le DEA, on retrouve le même résultat (voir annexe 3). La République tchèque et, dans une moindre mesure, la Hongrie, ont des scores très élevés. L'Estonie est le pays avec le score le plus faible.

Si l'on tient compte des dépenses sociales (voir annexe 4), le classement des nouveaux membres s'améliore. Ce n'est pas surprenant puisque l'on sait qu'ils dépensent relativement moins que les anciens membres.

Conclusion

Pour des raisons trop évidentes, l'Union Européenne ne peut imposer à ses pays membres des standards explicites en matière d'exclusion (ou d'inclusion) sociale. D'abord, leur définition ne s'avère pas aisée. Ensuite et surtout, elle n'en a pas le pouvoir et ne dispose d'ailleurs pas des instruments qui permettraient de favoriser une certaine convergence. Pour pallier ces deux difficultés, il a été proposé de rendre publique, sur une base annuelle, une batterie large et variée d'indicateurs d'exclusion sociale avec l'espoir que par comparaison et par émulation, une certaine convergence s'opérerait. C'est ce qu'on appelle la *Méthode de Coordination Ouverte* qui est une variante de ce que les Anglo-Saxons nomment le *Yardstick Competition* (concurrence par comparaison). Un des fondements de la MOC est de ne pas privilégier un indicateur par rapport à un autre; tout au plus, parle-t-on d'indicateurs primaires

et secondaires. L'idée est simple: donner à chacun sa chance d'exceller dans un domaine. Une autre interprétation, moins positive, légèrement cynique, est le désir de "noyer le poisson dans l'eau", et d'aboutir ainsi à un certain immobilisme.

Dans cet article, nous avons adopté ce point de vue et essayé de classer les pays selon leur performance à lutter contre l'exclusion sociale. Pour obtenir un classement précis, nous avons limité le nombre d'indicateurs. Nous avons aussi distingué deux types de performances, selon que leur mesure tient compte ou pas des ressources mises en œuvre pour lutter contre l'exclusion. Nous avons aussi montré que l'élargissement de l'Union Européenne de 15 à 25 ne modifiait guère l'idée que l'on peut se faire de l'exclusion en Europe.

Références

- Gouyette, C. and P. Pestieau, (1999), Efficiency of the welfare state, *Kyklos*, 52, 537-553.
- Cherchye, L., W. Moesen and T. Van Puyenbroeck, (2003), Legitimately diverse, yet comparable: on synthesising social inclusion performance in the EU, KUL Discussion paper, 03/01.
- Vandenbroucke, F., (2001), The active welfare state: a social democratic ambition for Europe, *The Policy Network Journal*, 1.

Annexes

Annexe 1 - Coefficients de corrélations des indicateurs primaires - 2001

	Ineg	Pauv	Pers	Ecart	Edu	Chom	Esp	Santé
Ineg	1,000	0,866	0,865	0,723	0,857	0,334	-0,034	-0,143
Pauv	0,866	1,000	0,952	0,830	0,654	0,364	-0,083	-0,021
Pers	0,865	0,952	1,000	0,781	0,690	0,365	0,043	0,027
Ecartv	0,723	0,830	0,781	1,000	0,490	0,539	-0,380	-0,247
Edu	0,857	0,654	0,690	0,490	1,000	0,181	0,009	-0,225
Chom	0,334	0,364	0,365	0,539	0,181	1,000	-0,489	-0,303
Esp	-0,034	-0,083	0,043	-0,380	0,009	-0,489	1,000	0,618
Santé	-0,143	-0,021	0,027	-0,247	-0,225	-0,303	0,618	1,000

Annexe 2 - indicateurs primaires de cohésion sociale des nouveaux pays- 2001

Country	Ineg	Pauv	Edu	Chom	Esp
CZ	3,4	8	5,5	4,1	75,3
EE	6,1	18	14,1	5,7	70,6
LT	4,9	17	13,7	9,1	71,7
HU	3,4	10	12,9	2,5	72,2
PL	4,5	15	7,9	9,3	74,2

Annexe 3 – Efficacité selon la méthode DEA – EU 25

Pays	5 ind.	4 ind.	3 ind.	2 ind.
B	0,925	0,925	0,921	0,724
DK	1,000	1,000	1,000	1,000
D	1,000	1,000	1,000	0,826
EL	0,879	0,879	0,824	0,453
SP	0,965	0,965	0,965	0,628
F	1,000	1,000	1,000	0,733
IRL	0,946	0,946	0,942	0,942
I	1,000	1,000	1,000	0,407
NL	1,000	1,000	1,000	1,000
A	1,000	1,000	1,000	0,977
P	0,907	0,907	0,907	0,907
FIN	1,000	1,000	0,983	0,874
UK	1,000	1,000	1,000	0,930
CZ	1,000	1,000	1,000	1,000
EE	0,778	0,778	0,419	0,419
LT	0,789	0,789	0,308	0,308
HU	0,936	0,936	0,936	0,936
PL	0,938	0,938	0,538	0,462

Annexe 4 – Efficacité selon la méthode DEA en tenant compte des différences de dépenses sociales – EU 25

Pays	5 ind.	4 ind.	3 ind.	2 ind.
B	0,821	0,821	0,821	0,640
DK	0,823	0,823	0,823	0,823
D	0,823	0,823	0,823	0,600
EL	0,635	0,635	0,635	0,288
SP	0,999	0,999	0,999	0,548
F	0,776	0,776	0,776	0,533
IRL	1,000	1,000	1,000	1,000
I	0,840	0,840	0,840	0,306
NL	0,870	0,870	0,870	0,842
A	0,828	0,828	0,828	0,764
P	0,635	0,635	0,635	0,634
FIN	0,929	0,929	0,929	0,792
UK	0,813	0,813	0,813	0,641
CZ	1,000	1,000	1,000	1,000
EE	1,000	1,000	0,609	0,609
LT	0,937	0,928	0,382	0,382
HU	0,814	0,814	0,814	0,814
PL	0,974	0,972	0,663	0,498